

Délibération n° 146/2018 du 23 août 2018 portant création des emplois permanents à temps complet

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- **VU** la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- **VU** l'avis favorable de la commission des affaires administratives réunie en date du 08 août 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Est approuvée la création d'emploi à temps complet suivant :

CADRE D'EMPLOI	GRADE	SPECIALITE	EMPLOI	NOMBRE DE POSTE
Conception et encadrement	Tous les grades	Administrative	Directeur de la qualité de la vie et de la citoyenneté	01
Conception et encadrement	Conseiller	Administrative	Responsable du pôle « Autorisations administratives »	01
Conception et encadrement	Conseiller	Technique	Chargé d'opération des équipements collectifs communaux	01
Maîtrise	Technicien	Administrative	Rédacteur de la commande publique	01

Article 2 – Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

